

Unité interdépartementale Savoie/Haute-Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le **08 JUIN 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERES ROSSETTO

QUEVETS NORD
ROUTE DE LA SERRA
74490 ST-JEOIRE

Références : 20230427-RAP-ARDechet-InspCarRosStJeoire-vs

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2023 dans l'établissement CARRIERES ROSSETTO implanté ROUTE DE LA SERRA 74490 ST-JEOIRE. L'inspection a été annoncée le 13/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ROSSETTO
- QUEVETS NORD ROUTE DE LA SERRA 74490 ST-JEOIRE
- Code AIOT dans GUN : 0006101904
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

La société Carrières Rossetto a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches massives sur la commune de Saint-Jeoire par arrêté préfectoral (AP) du 3 février 2009 modifié pour une durée de 20 ans et 2 ans de remise en état.

Le gisement a été estimé à 5 000 000 tonnes à la date de l'arrêté préfectoral. Le rythme d'extraction est de 150 000 tonnes/an en moyenne et 300 000 tonnes/an au maximum. Le remblayage est autorisé pour la remise en état du site à partir de la dernière phase d'extraction soit de 2024 à 2029.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- AR 2023 : gestion des déchets dans les carrières ;
- Suivi géotechnique – conditions d'exploitation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Délais
2	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, articles 2, 8 et 8.2	Mise en demeure respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délais
4	Remblaiement	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	6 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
1	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 1 et 14.1 – 2	Aucune suite
3	Remblaiement	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	Aucune suite

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	Aucune suite
6	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, article 7.4 et 7.5	Aucune suite

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le constat n°2 a fait l'objet d'une suite administrative par la proposition d'un arrêté préfectoral de mise en demeure à M. le préfet de la Haute-Savoie et d'une transmission d'un procès verbal à Mme La procureur de la République.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, articles 1 et 14.1 – 2
Thème(s) : Situation administrative, Extraction de matériaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescriptions contrôlées : Article 1 La production moyenne autorisée est de : 150 000 t/an La production max autorisée est de : 300 000 t/an Article 14.1, 2° Les travaux d'extraction et de transport des matériaux issus de la carrière, ainsi que l'apport des remblais, sont interdits de 19h à 7h ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés. En dehors de ces limites et suite à une demande motivée, l'exploitation devra faire l'objet d'une autorisation de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant a justifié les quantités extraites en 2022. La production maximale autorisée n'a pas été dépassée. Par mails du 31 mars et du 7 avril 2023, l'exploitant a informé l'inspection de l'ouverture exceptionnelle de son site les samedi 1 ^{er} et 8 avril 2023. Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré qu'il s'agissait uniquement des installations de traitement. Ce pic d'activité s'explique par la demande soutenue des centrales d'enrobés pour la réfection des routes liée au passage du Tour de France de cyclisme 2023 dans le secteur. Il nous a confirmé que les activités d'extraction ne fonctionnaient pas ces samedis d'ouverture.
Observations : A chaque signalement d'ouverture exceptionnelle des installations de traitement, l'exploitant transmettra au moins 7 jours avant cette information par mail à l'adresse suivante : ud-ds.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr Il précisera dans le corps du message que cette ouverture concerne uniquement les installations de traitement et non l'activité d'extraction de la carrière. En effet, en ce qui concerne les activités d'extraction, l'inspection rappelle que l'ouverture exceptionnelle en dehors des plages autorisées est soumise à l'autorisation de l'inspection sous réserve de la transmission d'une demande dûment motivée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, articles 2, 8 et 8.2

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets extérieurs inertes

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescriptions contrôlées :

Article 2

(...) la carrière doit être implantée, exploitée et remise en état conformément aux plans et données contenus dans le dossier de la demande en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté. (...).

Article 8

La remise en état est de type naturel.

(...)

En pied de falaise et sur le carreau, des matériaux inertes sont mis en remblais dans le prolongement des pentes des terrains adjacents à l'exploitation.

(...).

Article 8.2

(...)

Les apports extérieurs sont systématiquement accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, les quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste de la conformité des matériaux à leur destination. Ce document est visé par l'exploitant lors de la réception des matériaux et il en conserve une copie.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés tous les apports extérieurs de matériaux en précisant la provenance, les quantités des matériaux et les moyens de transports utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. (...)

Constats :

Sur l'année 2022, l'exploitant dans sa déclaration GEREPA a déclaré avoir reçu 34 000 T de déchets inertes sur le site de la carrière.

Aucune prescription dans l'arrêté préfectoral encadre l'acceptation de déchets inertes dans le cadre de la remise en état du site en ce qui concerne la capacité de remblaiement ou le remblaiement maximal par an.

Après vérification téléphonique auprès de l'exploitant, ce dernier a confirmé avoir reçu sur son site environ 34 000 tonnes de terres inertes provenant d'un chantier genevois (Suisse).

Le Pôle National de Transfert Transfrontalier de Déchets a confirmé avoir consenti cinq notifications en 2022 pour une quantité totale importée de 33 010,78 tonnes.

Le jour de l'inspection, l'exploitant nous a expliqué que la carrière située sur la commune de La Tour et qui est autorisée pour accepter des déchets inertes dans le cadre du réaménagement, n'a pas pu accepter ces déchets du fait de travaux de sécurité du carreau : sur-élévation du merlon de protection pour éviter que les projections sortent des limites d'exploitation lors du marinage. L'acceptation de déchets et les travaux de sécurité ne pouvaient pas être concomitants. En effet, l'inspection rappelle qu'à la suite du glissement de remblais sur la partie basse de la carrière, cette zone n'est plus exploitée. Elle a été sécurisée (travaux de drains, retalutage, suivi des mouvements par des inclinomètres, etc) et est en cours de remise en état (plantation d'arbre, pelouse, etc.). La capacité pour accepter des déchets inertes a donc fortement été réduite.

L'exploitant a donc accepté les déchets d'un chantier de terrassement genevois sur la carrière située sur la commune de Saint-Jeoire, pensant qu'il détenait l'autorisation de les stocker avant de les utiliser pour la remise en état du site. L'exploitant a réalisé 5 dossiers pour un total d'un plus de 33 000 t de déchets transférés.

Nous avons regardé en séance une des notifications, les éléments suivants sont précisés :

- l'entreprise exportatrice est l'entreprise SASSO Recyclage dont le siège social est situé à Satigny (Suisse) ;
- l'entreprise importatrice est la société Carrières Rossetto domiciliée à St-Jeoire, Route de la Serra ;
- l'installation de destination finale est la carrière située sur la commune de St-Jeoire, Route

de la Serra et exploitée par la société Carrières Rossetto ;

- la valeur théorique est de la marchandise est de 13,50 CHF/tonne. En 2022, les taux de change de la Banque de France ont oscillé entre 0,95 et 0,98 euro pour 1 franc suisse. La quantité de déchets transférée représente un gain d'environ 445 000 euros sans coût du transport ;
- les consentements des notifications de transfert transfrontaliers de déchets sont valables sous réserve du strict respect des dispositions réglementaires nationales et européennes en vigueur (article 2 – Durée de validité).

L'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation N°2009-292 du 3 février 2009 modifié précise : « (...) la carrière doit être implantée, exploitée et remise en état conformément aux plans et données contenus dans le dossier de la demande en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté. (...) ».

Dans le chapitre remise en état du site de l'étude d'impact du dossier, il est écrit :

« En pied de falaise, des matériaux inertes, extérieurs au site, seront mis en remblais. 50 000 m³ de matériaux inertes ou terreux pourront être mis en place. Ces matériaux seront apportés lors des 5 dernières années de l'activité d'extraction.

Les matériaux inertes de remblais seront lors de la dernière phase d'exploitation soit utilisés dès leur réception sur les zones à aménager (modelage et végétalisation du site), soit temporairement stockés en attendant d'être mis en œuvre. »

Enfin, l'arrêté préfectoral d'autorisation N°2009-292 du 3 février 2009 modifié précise également les informations suivantes :

- les cinq dernières années d'extraction correspondent à la phase 4 qui s'étend de 2024 à 2029 ;
- la dernière phase d'exploitation (2 ans de remise en état sans extraction) s'étend de 2029 à 2031.

Au vu des éléments ci-dessus, le site n'est pas autorisé à recevoir des déchets avant 2024 et les consentements accordés en 2022 ne pouvant pas se substituer à l'autorisation préfectorale d'accepter des déchets inertes sur le site, ces derniers n'étaient pas valables.

L'exploitant a accepté sur son site des déchets dont la provenance nécessitait un transfert transfrontalier alors qu'il n'était pas autorisé à les accepter.

Conformément à l'article :

- L. 515-46 11 b) du code de l'environnement, l'exploitant ainsi que la société Sasso ont procédé à un transfert de déchets depuis la Suisse vers la France alors que le consentement des autorités compétentes concernées n'était pas valide ;
- L. 541-46 11 f) du code de l'environnement, l'exploitant a accepté des déchets d'un transfert alors qu'il n'était pas autorisé à les valoriser sur son site ;
- R. 514-4 du code de l'environnement, l'exploitant n'a pas respecté une prescription de son arrêté d'autorisation préfectorale.

Ces déchets sont actuellement en attente d'être utilisés dans le cadre de la remise en état du site. Ils sont situés sur la zone de stockage des déchets issus de l'extraction. Nous avons vu en séance que les zones de stockages des déchets d'extraction sont identifiées et localisées sur le plan d'exploitation.

Une notice pour justifier de la stabilité de ce stock est en cours de réalisation. L'exploitant nous a montré l'avant-projet avec les pentes de stabilité.

Au vu des éléments pré-cités, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Haute-Savoie de faire application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Carrières Rossetto de régulariser sa situation administrative en déposant un dossier de modification des conditions d'exploiter conformément aux articles aux articles L. 181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement.

Le dossier présentera a minima les éléments suivants :

- la justification de la cessation d'acceptation de déchets sur son site ;
- la présentation des solutions de remise en état du site listées ci-après sur la base d'un bilan environnemental coûts / avantages :

- retour des déchets au producteur initial ;
- évacuation des déchets vers un site dûment autorisé ;
- maintient des déchets sur le site si l'impact global de cette solution le justifie. Dans ce cas, l'exploitant proposera les mesures de mise en sécurité (stabilité du stockage) et la justification de l'absence d'atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

La transmission des éléments demandés ne pourra excéder 2 mois.

Observation :

Un procès verbal a été transmis à Madame la procureure de la République du parquet de Bonneville.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Registre Chronologique

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.

Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :

- a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :
 - la date de réception ;
- b) Concernant la dénomination, nature et quantité :
 - la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;
 - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
 - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
 - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
 - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
 - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;
 - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³ ;
- c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
 - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
 - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
 - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
 - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu,

<p>leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ; <p>d) Concernant l'opération de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ; lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ; le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection rappelle que les exploitants de carrières doivent tenir à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. L'arrêté du 31/05/2021 fixe le contenu de ce registre.</p> <p>A noter également que lorsque des terres sont acceptées sur le site pour la remise en état, l'exploitant doit également renseigner à mois n+1 le Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments (RNDTS).</p> <p>Le lien pour accéder au RNDTS est le suivant : https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr/lapplication-rndts</p> <p>Pour les terres inertes qui ont fait l'objet d'une notification en bonne et due forme par le Pôle National des Transferts Transfrontaliers de Déchets (PNTTD) et qui sont à destination d'une valorisation (carrière ou aménagement), les exploitants ne sont pas obligés de les télédéclarer sur le RNDTS. Par contre ils sont soumis au registre chronologique.</p> <p>A titre d'information, seules les terres suisses qui sont envoyées sur une installation qui relève de l'activité 2517 (station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques) sont soumises à RNDTS.</p> <p>L'exploitant a mis en place un registre informatique issu du modèle proposé par RNDTS pour les terres inertes qu'il a acceptées sur le site.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant vérifiera que l'ensemble des items ci-dessus sont présents dans le registre chronologique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Risques chroniques, Stabilité zone de stockage de remblais
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. L'arrêté d'autorisation</p>

prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser.

Constats :

Nous avons vu en séance que les zones de stockages des déchets d'extraction sont identifiées et localisées sur le plan d'exploitation.

Le rapport sur la stabilité du stockage de déchets inertes est en cours de réalisation par le bureau d'études Betec.

Sous 3 mois, l'exploitant transmettra une notice explicative concernant les zones de stockage des déchets d'extraction qui sont sur le site de la carrière avant d'être utilisés en valorisation dans le cadre de la remise en état du site.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6

Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité des fronts

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Constats :

A la suite de l'inspection réalisée sur le site en 2021, l'exploitant a transmis la mise à jour de l'étude géotechnique réalisée sur les fronts en exploitation.

Cette étude préconise des travaux de mise en sécurité des fronts. Pour la réalisation de ces travaux (purge, clouages, pose de filets, déflecteurs, etc.), une zone de sécurité d'une largeur d'environ 75 mètres, validée par le géotechnicien, a été délimitée au pied du front principal. Cette zone n'est pas accessible car, la piste pour s'y rendre a été condamnée.

Nous avons constaté sur site que les travaux de sécurité ont été réalisés et que la zone de sécurité est toujours active.

Dans l'étude géotechnique, en plus des travaux de sécurité, le bureau précisait les éléments suivants concernant les fronts d'exploitation :

- le front fermant ne présente aucune instabilité particulière ;
- le front principal d'une largeur d'environ 350 mètres a été « découpé » en 3 fronts selon les pentes et les failles :
 - F1 : d'une largeur d'environ 90 mètres, jouxtant le front fermant : l'étude précise qu'à la fin des travaux de sécurisation et de purge les conditions d'exploitation devaient être confirmées par le bureau géotechnique ;
 - F2 : d'une largeur d'environ 30 à 40 mètres en pied de talus : il présente une masse instable dont le volume augmentera lorsque l'exploitant « descendra » le carreau. Le bureau a émis 3 solutions afin de traiter ou surveiller cette masse. L'inspection note que la surveillance préconisée ne pourra pas constituer un dispositif d'alerte pour le personnel évoluant dessous ;
 - F3 : d'une largeur d'environ 250 mètres : aucune préconisation particulière car, ce front ne présente pas d'instabilité.

Au vu des constats réalisés et des préconisations du bureau d'étude, l'inspection des installations classées maintient cette zone de sécurité d'une base d'environ 75 m de largeur au droit de F1 et F2 en pied de talus du front principal.

Cette zone ne pourra être levée qu'avec l'aval du bureau géotechnique et à la suite :

- de la réévaluation des conditions d'exploitations de F1 pour éviter un risque de "fauchage" si les pendages venaient à s'incliner vers le Nord ;
- du traitement ou de la surveillance de la masse présente sur F2.

L'exploitant a transmis une étude du bureau géotechnique qui autorise la reprise d'exploitation du front 1 avec les actions suivantes à mettre en place :

- mise en place d'une procédure météo à transmettre avant la reprise d'exploitation ;
- mise en place d'une zone d'exclusion (interdiction à toute personne) au droit du front F2 selon les préconisations/dimensions du BE : 70 m de longueur sur la largeur actuelle ;
- surveillance avec les points de mires sur le front F2 ;
- passage du géomètre (comme sur La tour) après chaque tir pour contrôle des mires.

L'exploitant nous a justifié en séance la mise en place d'une procédure météo en lien avec la station météorologique de la carrière Socava. Les actions sont les suivantes :

- inférieure à 20 mm : travail possible sous surveillance ;
- supérieure à 20 mm : zone d'exclusion temporaire de 35 m au droit des fronts pendant l'épisode pluvieux et 2 h après les intempéries. Levée d'alerte automatique.

Au vu de ces éléments pré-cité, l'exploitant précisera a minima les informations suivantes :

- justifier la plage horaire (24h?) pour lequel le seuil de 20 mm est pris en compte ;
- lorsque la pluviométrie est inférieure à 20 mm, définition de la surveillance mise en place ;
- lorsque la pluviométrie est supérieure à 20 mm, préciser les contrôles à effectuer pour lever l'alerte automatiquement ;
- justifier que la notion de variation importante de température n'est pas prise en compte dans la procédure météo.

Cette procédure devra être validée par le bureau d'étude géotechnique.

Le jour de l'inspection, nous avons constaté sur le site, la mise en place de la zone d'exclusion au droit du front F2 selon les préconisations du bureau d'étude.

L'exploitant nous a justifié la mise en place de 5 mires sur le front n°2 et de leur surveillance par le géomètre après chaque tir.

L'étude géotechnique pour traiter l'instabilité du Front n°2 est cours de réalisation par le bureau d'étude Arias. Le jour de l'inspection, ce dernier intervenait sur le site. Au vu de ses premières conclusions, l'instabilité s'est éloignée du massif.

Observations :

L'exploitant transmettra à l'inspection l'étude géotechnique réalisée par Arias sur le front n°2 avant de réaliser les travaux de purge et de mise en sécurité. Cette procédure devra être validée par le bureau d'étude géotechnique.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2009, articles 7.4 et 7.5

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescriptions contrôlées :

Article 7.4 Epaisseur d'extraction

L'extraction est limitée entre les cotes 800 et 608 NGF

Article 7.5 – Conduite de l'exploitation

(...)

L'abattage de roche se fait par passes successives de 7 à 8 mètres de hauteur. Le dernier redan de 3 mètres est gratté à la pelle hydraulique puis sculpté au brise-roche dans la continuité du fruit et du faciès de la roche en évitant toute ligne géométrique. A partir de la cote 696, une partie du gisement est laissé en place de façon à masquer les fronts d'exploitation. Dès qu'un espace suffisant est dégagé, l'exploitation est orientée perpendiculairement à la RD 907. Les fronts

présentent une pente de 63° environ.

Constats :

Le jour de l'inspection, nous avons constaté sur site et vis-à-vis du plan d'exploitation que l'exploitant respectait le phasage et en particulier les cotes du carreau d'exploitation.

Seule la zone suspendue par l'inspection au droit du front n° 2 présentait une cote supérieure à la cote attendue.

L'exploitant nous a déclaré que ce décalage n'était pas important, et devrait être rapidement rattrapé après la sécurisation du front n°2.

La méthode d'extraction respecte les préconisations de l'arrêté préfectoral, les pentes sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet